



Parc national
du Mercantour

Décision n° 2018-230

Avis conforme sur travaux, constructions et installations
en cœur de parc soumis à autorisation d'urbanisme

N° de procédure (DP - PC) : DP 006 110 18 P0004
Pétitionnaire : SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DOMANIALE
Nature de la demande : rénovation d'une toiture existante
Localisation : hameau de Vignols, section A parcelles 264, 280 à 285 commune de ROUBION

Le directeur de l'établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L. 331-26, L.341-10, R.331-19, R.331-67 et R.341-10,

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L122-1 et suivants, R423-62, R424-17 et R424-17

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national du Mercantour, notamment son article 7,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national ainsi que les modalités 14 et 23 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la déclaration préalable DP 006 110 18 P0004, enregistrée en mairie de Roure le 22 mai 2018,

VU l'avis favorable émis par le Conseil Scientifique du Parc national du Mercantour en date du 23 juin 2018,

Considérant que le projet porte sur l'isolation et la rénovation d'une toiture d'habitation située dans le hameau de Vignols, dans le respect des caractéristiques architecturales du bâtiment et des matériaux traditionnellement utilisés dans le hameau et plus généralement, dans le secteur de la Tinée,

Décide :

Article 1:

Le directeur de l'établissement public du Parc national du Mercantour donne un avis favorable à la rénovation de la toiture du bâtiment d'habitation cadastré sur les parcelles n° 264, 280 à 285 section A de la commune de Roubion, telle que déclarée au dossier de déclaration préalable n° DP 006 110 18 P0004 et sous réserve des prescriptions énoncées à l'article 2.

Article 2:

Cet avis favorable est assorti des prescriptions particulières suivantes, à la charge du pétitionnaire :

2.1. La sur-couverture en bardeaux ainsi que les bandes d'égout et de rive en bois seront réhabilitées à l'identique, en bois de mélèze.

2.2. Si les bois font l'objet d'un traitement, celui-ci devra être réalisé à l'aide de produits naturels de teinte mate et naturelle.

2.3. Les souches de cheminées et de ventilation seront habillées en pierres de lauze.

2.4. A l'issue des travaux, l'ensemble des résidus de matériaux et tout autre déchet issus de ces derniers devra être évacué en dehors du cœur de parc vers les installations de traitement autorisées. Tout brûlage est interdit dans le cœur du parc national.

Article 3 :

Le présent avis conforme sera automatiquement caduque si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de la décision municipale de non-opposition à la déclaration préalable.

Il en sera de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

Le pétitionnaire est tenu d'adresser au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour, la copie de la déclaration de commencement de travaux.

Article 4 :

Le présent avis conforme ne vaut pas autorisation de survol du cœur de parc national à moins de 1000 m du sol par un aéronef motorisé.

Les héliportages nécessaires notamment à l'acheminement des matériaux, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation ultérieure dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur.

Le présent avis ne vaut pas davantage autorisation de circuler et de stationner en véhicule terrestre à moteur sur la piste d'accès au hameau de Vignols et à l'intérieur de celui-ci.

En cas de besoin, le pétitionnaire ou son prestataire devra en formaliser la demande préalablement à sa venue sur site, en application des dispositions réglementaires en vigueur.

Article 5 :

Les agents du Parc national du Mercantour ainsi que les agents assermentés et commissionnés compétents en la matière sont chargés de la vérification et de l'application des prescriptions du présent avis.

Une copie du présent avis sera affichée sur le lieu des travaux et présentée à toute réquisition desdits agents.

Article 6 :

Le présent avis conforme n'exonère pas des éventuelles autres autorisations qui peuvent être requises au titre de la réglementation du cœur du Parc national, ou des autres réglementations en vigueur.

Il ne vise qu'à limiter l'impact des travaux sur le milieu naturel, les espèces sauvages, le paysage et le caractère du cœur de parc ; il ne peut en aucun cas être considéré comme un engagement de sécurité assuré par le Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière, notamment en cas d'accident.

Article 7 :

Le non respect des dispositions du présent avis ou prévues par le code de l'environnement expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 8 :

Le présent avis sera publié au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Il peut être contesté devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant de sa publication.

Fait à Nice, le 26 juin 2018



*Le Directeur du
Parc national du Mercantour*

CHRISTOPHE VIRET